



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

mutuelles

Question écrite n° 64364

Texte de la question

M. Jean-Marie Aubron * attire l'attention de M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État sur le devenir de la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique. Vingt-neuf mutuelles de fonctionnaires, comptant près de cinq millions d'adhérents, se sont fédérées au sein de la mutualité fonction publique (MFP). Les garanties solidaires mises en place par les mutuelles depuis soixante ans sont aujourd'hui menacées par l'évolution future des risques et des caractéristiques démographiques de la fonction publique, par la faible participation (de l'ordre de 5 %) à l'action sociale des employeurs publics en faveur de leurs agents. Les agents des trois fonctions publiques, contrairement aux salariés du privé, n'ont pas la possibilité de déduire tout ou partie de leur cotisation de leur revenu imposable. Si la loi oblige les entreprises de plus de 50 salariés à négocier sur la prise en charge de la prévoyance complémentaire des salariés, aucune obligation de négocier n'est prévue dans la fonction publique d'État. Par conséquent, les fonctionnaires supportent seuls le financement de leur protection sociale complémentaire. Cette situation conduit un nombre croissant d'entre eux à se protéger en raison de l'augmentation du coût des couvertures. L'État demande aux entreprises de s'engager sur le terrain de la protection sociale complémentaire des salariés en négociant chaque année une participation financière des employeurs et encourage cet engagement au moyen de déductions fiscales qui représentent au total des sommes bien supérieures à celles consacrées à la politique sociale qu'il développe en direction de ses propres agents. Dans le même temps, l'État ne négocie pas, ne participe pas et remet en cause l'action sociale mise en oeuvre via les mutuelles de la fonction publique. Aussi, il l'interroge sur les moyens que le Gouvernement compte mettre en oeuvre pour garantir les besoins des fonctionnaires dans le cadre de l'avenir de la protection sociale complémentaire des agents publics et lui demande si des négociations sont envisagées par son ministère afin d'élaborer les orientations qui correspondent à leurs attentes.

Texte de la réponse

D'après une étude du cabinet Bernard Brunhes Consultant, le niveau de protection sociale des salariés du secteur privé serait, sur certains aspects, plus protecteur que celui applicable aux agents du secteur public. Les mutuelles considèrent, en s'appuyant sur ce rapport, que leur régime est menacé, les fonctionnaires devant supporter seuls, contrairement aux salariés du secteur privé, le financement de leur protection sociale complémentaire. Il faut cependant préciser que cette étude ne porte que sur quelques grandes entreprises du secteur privé (une quarantaine au total). Par ailleurs, les mutuelles estiment que les aides qui leur sont accordées par l'État sont insuffisantes et que des incertitudes juridiques pèsent sur leur partenariat avec celui-ci, eu égard à des contentieux européens. Face à ce constat, celles-ci souhaitent redéfinir un nouvel équilibre entre les responsabilités incombant à l'État employeur et leur place qui se traduirait par une augmentation de la participation de l'État dans la prise en charge de la protection sociale complémentaire des fonctionnaires. À cette fin, les mutuelles de fonctionnaires demandent que des négociations soient ouvertes sur le sujet, en liaison avec les organisations syndicales. En ce qui concerne le secteur public, aucune disposition dans le statut général des fonctionnaires ne prévoit que l'État participe à la protection sociale complémentaire de ses agents. L'article 20 du titre Ier de ce statut énumère limitativement les éléments de rémunération susceptibles d'être versés aux fonctionnaires. Les fonctionnaires bénéficient dans ce cadre d'éléments de rémunération spécifiques, indemnité de résidence et supplément familial. L'État employeur participe toutefois à la protection

complémentaire à travers les aides qu'il apporte aux mutuelles, telles que les subventions directes, les mises à disposition de personnels et de locaux. Le fondement juridique de ces aides se situe à l'article R. 523-2 de l'ancien code de la mutualité et dans un arrêté du 19 septembre 1962. L'article R. 523-2 précité prévoit que « l'État peut accorder aux mutuelles constituées entre les fonctionnaires, agents et employés de l'État et les établissements publics nationaux des subventions destinées notamment à développer leur action sociale et, dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la mutualité et du ministre chargé des finances, à participer à la couverture des risques sociaux assurés par ces mutuelles ». L'arrêté du 19 septembre 1962 prévoit notamment que les mutuelles des agents de l'État et des établissements nationaux peuvent recevoir une subvention dont le maximum est de 25 % des cotisations, sans pouvoir excéder le tiers des charges entraînées par le service des prestations. Ces crédits sont prélevés sur les chapitres 33-92 (action sociale) des différents ministères. D'après le rapport Brunhes Consultants, ces aides s'élèveraient à 5 % en moyenne du montant des cotisations. Ce chiffre qui tient compte des aides indirectes apportées par l'État au fonctionnement des mutuelles au travers notamment des mises à disposition de personnels et de locaux, doit faire l'objet d'une vérification. Le cadre de mise en oeuvre de la complémentaire santé des fonctionnaires nécessite d'être examiné sur le plan juridique. La Commission européenne a demandé en juillet 2005 à la France de revoir le dispositif juridique dans lequel exercent les mutuelles et les conditions dans lesquelles elles peuvent recevoir des subventions. Suite à un recours d'une mutuelle, et de façon indépendante à l'action de la Commission européenne, le Conseil d'État a en septembre 2005 remis en cause l'arrêté du 19 septembre 1962 qui permet aux ministères d'apporter des aides aux mutuelles de fonctionnaires. Dans ce cadre, afin d'avoir une connaissance précise de l'existant, le Gouvernement a souhaité tout d'abord disposer d'un état exhaustif des moyens que l'État consacre aux mutuelles de la fonction publique. À cet effet, une enquête a été effectuée auprès de chaque département ministériel. Une mission d'audit a été ensuite confiée conjointement à l'inspection générale des finances et l'inspection générales des affaires sociales pour examiner la situation de ces mutuelles et proposer des solutions. Enfin les propositions seront soumises à concertation des partenaires sociaux avant la fin de l'année, de façon à pouvoir mettre en oeuvre un nouveau cadre juridique courant 2006.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Aubron](#)

Circonscription : Moselle (8^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 64364

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : fonction publique

Ministère attributaire : fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mai 2005, page 4455

Réponse publiée le : 15 novembre 2005, page 10610